

I- Bilans et perspectives des projets en cours de l'opération Mondes Politiques

Présentation LONGIPO (Eric Darras, LASSP) :

Plusieurs membres de l'équipe (Clémentine Berjaut, Quentin Schnapper, Sandra Véra) présentent précisément ce jour à la maison de l'économie à Paris les premiers résultats de cette enquête par panel qui vient de clore sa troisième vague (avant les européennes, après les deux premières vagues qui précédaient les municipales). Le temps est venu d'ici 2015 de l'interprétation des résultats et d'un bilan méthodologique. Deux communications ont d'ores et déjà été programmées sur Paris, un projet d'article sur les difficultés de rédaction d'un questionnaire à destination de publics aussi divers est envisagé. Le processus de construction d'un échantillon plus « représentatif » est en cours (les difficultés sont considérables mais informent ou confirment en retour le peu de fiabilité et de crédit à accorder aux résultats de sondages des instituts privés...), tout comme l'adaptation des protocoles d'enquête aux populations plus éloignées du système scolaire et universitaire (entretiens collectifs, jeux de rôles et de plateau) et du questionnaire aux différents publics composant le panel (pour l'instant le panel reste surtout représentatif des classes supérieures cultivées du service public). Les porteurs du projet focalisent à ce stade leur attention sur quelques hypothèses *a priori* fécondes autour de la constitution des listes candidates, du genre et de la politisation ordinaire par les pratiques alimentaires, médiatiques (rôle des humoristes) culturelles, sportives... Piégés en quelque sorte (mais très satisfaits) par le succès de l'enquête, ils sont néanmoins contraints de gérer des quantités d'informations considérables, d'ouvrir des pistes initialement imprévues, de répondre aux sollicitations légitimes de leurs panélisés (parfois très enthousiastes).

Dans la discussion, on convient que le projet devrait largement communiquer ses résultats dès qu'ils seront mieux établis, il conviendra de faire un retour aux enquêtés eux-mêmes et on regrette que le projet n'associe pas plus étroitement d'autres chercheurs des autres composantes du LabEx (pour l'instant seuls des chercheurs du LaSSP et de SOI ont travaillé à la rédaction des questionnaires). LONGIPO demeure dans sa phase de lancement, dans la mesure où il s'agit d'un panel, il est facile d'y intégrer des questions sur tous types de sujets intéressant d'autres projets de recherche, la porte de LONGIPO reste grande ouverte pour les prochaines vagues (début 2015 puis 2016 et 2017).

Les Amphis de l'Europe (Bertrand Vayssière, FRAMESPA) :

Le projet vise à structurer et faciliter les échanges entre les chercheurs des différentes disciplines travaillant sur l'Europe. La structure existe depuis 4-5 ans (Framespa/IRDEIC, la faculté de droit ayant joué un rôle moteur), il s'agissait de l'élargir et de la pérenniser. L'Europe comme objet inquiète, il s'agit de dé-diaboliser la connaissance sur l'Europe, de contrarier les effets de fermeture des disciplines. Le colloque annuel du 21 mars 2014 a réuni des représentants de l'ensemble des

laboratoires et disciplines du LabEx sur le thème des frontières, qui appelle d'évidence une expertise plurielle. Un clivage connu se confirme entre les perspectives positivistes des juristes mais aussi de certains historiens et les sciences sociales. Les débats n'en sont pas moins passionnants et permettent d'avancer collectivement autour d'un public actif d'une cinquantaine de personnes environ. La présidence est tournante, UT1 assurera l'organisation du prochain colloque en mars 2015, sur le thème de « la crise » et l'on espère la présence de psychologues jusque-là absents. B. Vayssière renouvelle son appel à contribution à tous les membres du LabEx.

La discussion s'engage notamment sur le coût de la publication des actes assurée chez Peter Lang comme pour les précédents, quelque peu onéreux (3000 euros pour 200-300 p., le volume est vendu 25-30 euros). On convient néanmoins de l'importance de publier en anglais, les retours semblent d'ailleurs conséquents en termes de citations.

DIACRE Discours Journaliste et Représentations de la Crise économique (Roland Canu, CERTOP) :

Ce projet a été lancé cette année par le CERTOP en collaboration principale avec le LERASS et le LaSSP et la participation ponctuelle de Gabriel Colletis du LEREPS, autour de la fabrique des représentations économiques mais aussi de leurs réceptions. Les méthodes et perspectives sont ainsi variées. Au LaSSP, Olivier Baisnée réalise autour du cas Molex à la fois des entretiens avec des journalistes locaux et une analyse des réceptions des articles et sujets les concernant par les ouvriers. L'enquête est en voie d'achèvement. Pascal Marchand mobilise ses protocoles massifs d'Analyse de discours pour produire des données solides et fiables et confère au projet une dimension internationale. Roland Canu pratique l'ethnographie, travaille sur la crise de 1929 à partir du Figaro, L'humanité et le petit parisien en comparaison avec Le Monde et Libération, bientôt Mediapart.

La discussion porte sur la cohérence et la construction des corpus, les dangers des *a priori* normatifs.

Le projet d'Annalisa Lendaro (Ex-Front) (excusée en raison d'une communication à Poitiers ce jour) avance également fort bien, le terrain est lancé et plusieurs communications sont en cours.

II- Etats d'avancement des post-doctorants

Stéphanie Goirand (CERTOP) présente l'état d'avancement de son projet post doctoral, sur le processus de conversion des pratiques professionnelles face aux exigences de la « nouvelle gestion publique (NGP)», à partir de l'exemple des politiques publiques de l'emploi et des politiques socioéducatives (dispositif de Réussite Éducative) et de leur réception (bottom-up) par les acteurs de terrain en charge des politiques sociales.

Stéphanie Goirand constate de fortes réticences, voire des résistances, elle rencontre des difficultés dans sa prospection auprès des pôles emploi de Toulouse et Montpellier. Une revue de littérature universitaire et une mise en perspective historique et comparative font apparaître les spécificités de ces nouvelles logiques managériales du privé via la NGP : renforcer la qualité de service à travers une plus grande proximité avec les usagers redéfinis en « clients », mise en concurrence des agents entre eux, individualisation ou accroissement de l'autonomie des gestionnaires et des agents par des incitations pécuniaires, généralisation de l'évaluation et du contrôle... On assiste à une tentative de rationalisation du travail social. De nombreuses recherches ont étudié la transformation de la

relation de l'utilisateur au « client ». Les processus d'individualisation et d'activation dans les politiques sociales, au sens large, ne sont certes pas nouveaux mais s'intensifient, ils passent par la contractualisation et supposent davantage d'implication de la personne. Pour les chômeurs, on personnalise également la relation et le contrôle, chaque conseiller pôle emploi gère désormais un portefeuille d'utilisateurs, ce qui rompt notamment les principes d'impersonnalité. Les *Street level bureaucrats* disposent dès lors d'un pouvoir discrétionnaire important ; l'utilisateur doit convaincre, faire preuve de son implication. De nouveaux types de contournements se font jour et posent des dilemmes moraux face à l'injonction paradoxale faite aux agents qui sont appelés à innover tout en respectant les normes, les principes du service public. L'adhésion s'accompagne de « résistances ».

Il existe déjà une thèse sur le pôle emploi qui recense ces stratégies de contournement. La nouveauté c'est peut-être d'abord l'impératif de devoir rendre compte de son travail, de ses « performances » aux fins d'évaluation des fonctionnaires. Il s'agit de mieux saisir l'appropriation par le bas du nouveau cadre qui leur est imposé. L'Etat peut stratégiquement rester dans le flou, le décalage entre objectifs affichés et leur mise en œuvre importe moins que l'organisation de la possibilité du contrôle. Le travail relationnel prend une place prépondérante mais l'utilisateur, bénéficiaire redevable plutôt que client, n'a pas le choix de son interlocuteur, du type de service. La relation reste fondamentalement asymétrique : le fonctionnaire peut désormais sanctionner.

Dans le cadre de la discussion, Stéphanie Goirand précise ses usages de la notion de gouvernance et insiste sur le rôle de l'histoire localisée : au-delà des transformations institutionnelles, il faut considérer la culture du service public et les cultures professionnelles. Elle convient de la nécessité de résoudre au plus vite les difficultés d'accès au terrain : si les pôles emplois de Toulouse et Montpellier ne répondent pas positivement, une reconversion vers les missions locales sera aussitôt envisagée, un contact a déjà été pris. Il peut s'avérer pertinent d'approfondir sur les *dispositifs* importés du marché que ces acteurs maîtrisent peu voire pas du tout, le gouvernement par les instruments s'accompagne du coup d'appropriations particulières. Reste que la perspective autour des contournements apparaît particulièrement stimulante, elle rejoint par ailleurs l'actualité des recherches de la science politique française, notamment les apports de la microstoria et de l'alltagsgeschichte (Lüdtke voir les travaux de Jay Rowell par exemple ; colloque du LaSSP à paraître dans *Sociétés Contemporaines*). On découvre à nouveau que l'information circule mal entre l'université Jean Jaurès et l'IEP puisque nul ne savait que Vincent Dubois était l'invité du LASSP le lendemain. Il conviendrait de renforcer au niveau du LabEx la responsabilité de la production actualisée en temps réel de l'agenda de référence recensant l'ensemble des manifestations scientifiques des laboratoires partenaires.

Karine Lamarche (LaSSP) présente son post-doc autour de l'émigration israélienne. Tandis que la loi du retour en Israël a permis l'accueil de 2,5 millions de juifs depuis 1948 grâce notamment au panier d'intégration (logement gratuit, aides financières), d'autres quittent le pays chaque année. Il est impossible d'établir un chiffre fiable du nombre d'Israéliens à l'étranger et les estimations diffèrent grandement (entre 250.000 et 1 million de personnes). Si l'on s'en tient au taux d'émigration, qui permet de ne pas prendre en compte les Juifs ayant immigré en Israël puis étant rentrés dans leur pays d'origine, on arrive néanmoins à 5,85% ce qui correspond à la moyenne de l'OCDE. Pourtant, l'émigration provoque un véritable malaise collectif et une grande inquiétude en Israël. Ceux-ci s'expliquent par des raisons à la fois idéologiques, économiques et démographiques. Ce phénomène est d'ailleurs désigné en hébreu par le terme « yerida » qui signifie « descente » et les émigrants sont

des « yordim » (ceux qui descendent), par opposition à l'immigration qui se dit « alya » (montée), Israël étant considéré comme le sommet. Pendant longtemps, les Israéliens de l'étranger ont été stigmatisés jusqu'aux sommets de l'Etat. Yitzhak Rabin les avait ainsi appelés en 1976 *nefolet shel nemoushot* (« rebus de chiffes molles ») dans une interview télévisée restée célèbre. Mais depuis une quinzaine d'années, les autorités ont cessé de leur jeter la pierre pour essayer de les faire « rentrer au pays » à coup de primes au retour et de campagnes télévisées insistant sur les risques d'une assimilation pour les Israéliens installés à l'étranger, et notamment aux Etats-Unis, où ils sont en majorité. La dernière campagne de ce genre a d'ailleurs provoqué un malaise au sein de la communauté juive américaine, qui s'est sentie remise en cause dans sa judaïté.

Les raisons du départ sont multiples : pour les uns, il s'agit d'échapper à l'armée (pour soi ou pour ses enfants, chez les non-sionistes notamment) ; pour d'autres d'élargir ses horizons et de vivre dans un pays « normal », où la tension ne se fait pas sentir au quotidien. Le modèle social israélien a par ailleurs fait place à une économie plus purement capitaliste qui pose des difficultés de vie quotidienne pour les classes moyennes, ce qui explique aussi un certain nombre d'expatriations. D'un point de vue plus macro, on peut également s'interroger sur l'existence, ou la persistance, chez les Israéliens en question, d'un « habitus diasporique », la mobilité constituant un élément déterminant de l'identité juive (Della Pergola).

9 entretiens ont été réalisés (8 à Paris et un par téléphone avec un Israélien installé à Hambourg depuis 32 ans) et une dizaine d'autres sont prévus en France (à Paris, Strasbourg Marseille). Un terrain a par ailleurs été réalisé en Israël en avril et un accueil au Centre Marc Bloch est programmé à l'automne. On attend beaucoup de l'observation participante dans les lieux berlinois de la diaspora.

Dans la discussion sont mises en avant des contradictions dans les prises de positions qu'il faudra classer et rapporter aux positions et dispositions des enquêtés. Des précisions sont apportées sur l'association entre sionisme et résidence en Israël et sur les raisons des revirements historiques.

III- Projets émergents

Cécile Crespy (LASSP) et Marianne Blanchard (CERTOP) présentent leur projet en cours d'élaboration sur « La place des acteurs économiques dans le gouvernement académique »

La discussion est en cours concernant les partenaires impliqués, au CERTOP mais aussi au LISST (M.-P. Bès). Ce projet souhaite étudier les interactions entre les acteurs économiques et le champ académique sur lesquelles on ne sait que peu de choses sur la période la plus récente. Les récentes lois (LRU et Fioraso) ont renforcé la présence des acteurs économiques dans les CA des établissements ; les écoles de commerce et les écoles d'ingénieurs ont depuis longtemps déjà noué des relations avec les entreprises.

Ce projet vise précisément à éclairer la place des acteurs économiques dans le champ académique à partir d'une enquête empirique qui s'orientera dans deux directions, constituant chacune deux scènes possibles de ces interactions :

- d'une part, une enquête auprès des établissements (université, école de commerce et école d'ingénieurs) pour connaître précisément quels représentants du monde économique

interviennent et comment : implication des représentants du monde de l'entreprise dans les CA (trajectoires et prises de position), création des chaires d'entreprises, taxe d'apprentissage, création de fondations.

- d'autre part, une enquête auprès des acteurs économiques en tant que représentation. Il s'agira de voir comment dans l'espace local-régional mais aussi national les représentants des syndicats patronaux investissent dans le champ académique.

Ce projet vise à aborder des angles peu étudiés des transformations récentes des systèmes académiques et du gouvernement des établissements. De même, il vise à revenir sur une question classique, à savoir la contribution des intérêts économiques à la production de l'action publique, au-delà de l'invocation des réformes de type New Public Management.

Dans la discussion, notamment avec Michel Grossetti, le projet apparaît particulièrement stimulant. Une thématique autour des acteurs et représentations économiques (DIACRE) pourrait se dessiner. On rappelle que les projets doivent remplir le formulaire prévu à cet effet. Pour comprendre l'importation des logiques économiques, il faut surtout tenir compte des divisions internes au champ académique plutôt que de reprendre le discours du sens commun universitaire dénonçant la mainmise et les stratégies d'entrisme du patronat....

Projet de colloque « Corps et pouvoirs » (Eric Darras, LASSP)

Il s'agirait d'envisager à la fois de valoriser une tradition scientifique locale mais aussi des travaux toulousains en cours et de lancer un appel à communication pour un colloque d'une journée d'étude interdisciplinaire en 2015. Ce projet est issu de discussions répétées avec Dominique Memmi (CSU) et C. Suaud (Nantes) ainsi (principalement) qu'avec C. Aribaud (FRAMESPA), J.-P. Albert (LISST), S. Beaud (Nanterre), J.-P. Clément et C. Menesson (SOI), G. Tanguy et Y. Pourcher (LaSSP) qui pourraient donc constituer le comité de sélection d'une dizaine de communications. On sait que le LabEx a fait le choix de ne pas financer de colloques, ce projet sollicitera donc principalement le LaSSP et l'IEP de Toulouse (service de la valorisation) et la MSH-T, il ne devrait guère s'avérer couteux. Il pourrait être labélisé LabEx dans la mesure où il associera au moins 4 de ses laboratoires partenaires. L'appel à communications circule entre les collègues suscités, il est en cours de finalisation, il devrait s'articuler autour de 3 sessions : le corps support, lieu et enjeu de la domination ; la domination par corps ; la subversion par corps.

La prochaine réunion de l'opération Mondes Politiques du LABEX SMS aura lieu le 17 octobre, les responsables de projets y présenteront leurs états d'avancements (précis : corpus, nombre d'observations, entretiens réalisés....) et résultats en une demi-heure en insistant prioritairement, si possible, sur les apports, les difficultés et les limites à l'interdisciplinarité.